

Des travaux et des fouilles inédites vont être lancés au coeur de la Collégiale St-Vincent

La Collégiale de Soignies a besoin d'être entretenue, notamment dans sa partie la plus ancienne. Voici ce qui est prévu.

LORE THOUVENIN

La Collégiale Saint-Vincent domine le paysage sonégien depuis le XI^e siècle. De style roman primitif, c'est un véritable bijou de patrimoine — d'ailleurs repris dans la liste des bâtiments classés au patrimoine culturel immobilier de Wallonie — qu'il convient d'entretenir régulièrement... Aujourd'hui, les autorités communales prévoient 72.235€ de travaux à l'intérieur de l'édifice.

fouilles archéologiques sera menée sous les conduites, dans l'une des parties les plus anciennes et encore méconnues de la Collégiale », annonce Fabienne Winckel. Il s'agit du chœur, particulièrement remarquable. Cette mission requiert l'expertise des services de l'archéologie du



« Une campagne de fouilles



La bourgmestre Fabienne Winckel (r) examine la teneur des travaux. © D.L.

La Libre BELGIQUE

DH LES SPORTS+

ACTV AUTONOME CENTRE TELEVISION

LA GAZETTE NOUVELLE

LE SOIR

Soignies conserve son brevet d'invincibilité au terme d'un Clasico âprement disputé

Soignies a longtemps couru derrière le score dans le derby contre Frameries. Menés à la pause, les Carriers ont progressivement pris le jeu à leur compte pour finalement s'imposer en patron.

Les CPAS en difficulté pour encaisser l'impact de la réforme du chômage

MONS-CENTRE

Si des compensations fédérales sont prévues, il faut encore composer avec les exigences



con den CRA mat

Revue de presse du lundi 27 avril 2026

ROMAN SCHREVEN

Bis repetita pour les Verts qui remportent le Clasico alors qu'ils étaient menés au score à la pause, comme au match aller. Après deux mois de trêve, les Carriers ont traité à enclencher le turbo: «Nous avons changé pas mal de choses donc il fallait du temps pour se mettre au diapason. Il y a encore



pas spécialement inquiété. Il y avait une vraie rénitence dans le groupe. Nos adversaires étaient un peu fébriles par moments. Ça nous a permis d'obtenir plusieurs pénalités pour revenir au score.» Leaders avec huit points d'avance sur leur deuxième, les Carriers semblent en bonne voie pour terminer la saison la première place et accueillir une demi-finale

zone. Elle inquiète les demandeurs d'emploi de longue durée qui vont se trouver exclus, tout comme les CPAS qui s'attendent à voir affluer les demandeurs d'aide sociale.

La première phase de la réforme entre en vigueur au mois de janvier 2026. Le gouvernement fédéral a bien promis des compensa-

DT4 – Bibliothèques, ludothèque & EPN

dant d'une part à devoir gérer un plus grand nombre de dossiers avec la réforme du chômage et comptant d'autre part sur des aides financières du fédéral, le CPAS de Frameries a demandé au CRAC l'autorisation d'engager du person-



« Ce s'annonce compliqué pour les CPAS... » © D.L.

Qua près chai née; gou pas pas pas tion

DH | **LES**
SPORTS⁺

Le 1^{er} mai s'annonce corsé : PS, PTB et MR se battent pour occuper le devant de la scène

LUTTE POLITIQUE

Hedebouw, Magnette et Bouchez... ils ont tous les trois prévu d'occuper l'espace médiatique et politique du 1^{er} mai.

Qui peut se revendiquer du 1^{er} mai? Cette question agite le monde politique depuis quelques jours. Notamment parce que la sécurité du rendez-vous du MR à Blegny-Mine fait beaucoup de bruit et que cela occulte d'autres rassemblements prévus à cette date.

Ce vendredi 1^{er} mai sera un jour de congé pour tous les Belges. Certains en profiteront pour se détendre à la mer ou dans la nature, tandis que d'autres donneront une saveur très politique à cette journée. À gauche, on parle plutôt de journée de revendication pour les droits des tra-

vailleurs. À droite, on préfère célébrer la fête du travail.

■ Mobilisations

À Bruxelles, la FGTB prévoit des concerts, des dj's, des espaces enfants, des stands d'association et un village syndical. Le syndicat socialiste sera également présent dans diverses villes de Wallonie.

Pour les membres du PTB, ce sera une journée de mobilisation massive. Les

Fête du travail VS journée de lutte pour les droits des travailleurs.

communistes prévoient 18 actions dans neuf provinces du pays, dont trois à Anvers. Le président Raoul Hedebouw donnera un discours dans la capitale.

Plus modeste, Ecolo aura un stand à Bruxelles dans le village syndical de la FGTB.

Les Engagés ne prévoient pas de rassemblement national mais des événements locaux.

Les socialistes, eux, ne se contentent pas d'une date. Le PS organise plus d'une centaine d'événements, qui vont de la veillée du 1^{er} mai (le 30 avril, donc) à des barbecues du muguet le 2 mai. Le président Paul Magnette fera un marathon de présences à ces différentes rencontres, avec notamment un discours prévu le vendredi à Charleroi.

Pour les libéraux, un rendez-vous unique est prévu sur l'ancien charbonnage de Blegny-Mine. Au programme, des rencontres, des débats et de la "convivialité autour des enjeux de demain" pour célébrer "la vraie fête du travail".

■ Bataille de visibilité

Ce qui se joue aujourd'hui autour du 1^{er} mai, c'est une bataille de visibilité. Les Engagés, Ecolo ou encore DéFI, ont compris que, sur ce terrain, ils n'arriveront pas à bousculer les mastodontes que sont le PS et la FGTB. "Au MR, le 1^{er} mai est un moment où les présidents de fédérations, les parlementaires, les élus locaux sont invités à se mobiliser, en essayant de rendre ce cortège aussi imposant que possible. Il y a cette idée de marquer le coup", ob-

servé le politologue Pascal Delwit (ULB). "Et médiatiquement, je dirais que le MR a atteint une partie de son objectif. Aujourd'hui, la couverture en temps d'antenne du cortège du MR est absolument similaire à celle du PS."

À gauche, cette importance que prend le MR irrite. Le PS, par la voix de l'ancienne ministre Christie Morreale, évoque un "cauchemar pour les habitants". Pour accueillir les libéraux, la commune va, en effet, mettre en place un important dispositif de sécurité qui imposera aux riverains de se procurer un laissez-passer. Mais ce qui irrite la cheffe de groupe socialiste, c'est avant tout la symbolique. "Blegny est un symbole de la lutte ouvrière", poursuit la Liégeoise. "Voir un parti qui a systématiquement voté pour la précarisation de l'emploi venir y faire la fête est une récupération politique écœurante".

■ Depuis le "3x8"

Pascal Delwit nous le confirme. Le congé du 1^{er} mai a été obtenu grâce à l'action syndicale et au travail du Parti Ouvrier Belge (POB), l'ancêtre du PS. Cette date est née de revendications du mouvement ouvrier américain à la fin du 19^e siècle pour le "3x8": 8 heures de travail, 8 heures de loisirs, 8 heures de sommeil. Progressivement, cette revendication s'est installée en Europe comme date centrale là où le mouvement ouvrier s'est développé. "Au départ, ce n'est pas du tout un jour férié: c'est le jour des travailleurs, pas la fête du travail", explique le spécialiste de l'histoire politique.

Les notions de congé

payé et de jour férié sont arrivées plus tard. "En Belgique, les jours fériés se sont structurés autour des deux grands piliers historiques: le pilier socialiste, avec des dates comme le 1^{er} mai, et le pilier catholique avec Noël, et le lundi de Pâques, l'Ascension."

Ces combats ont été portés syndicalement par les structures organiquement liées au POB, la Commission syndicale et la CGTB ensuite devenue la FGTB, mais également par le parti communiste et une partie du milieu démocrate-chrétien.

■ Historique de lutte

C'est tout cet historique qui fait dire aux représentants de la gauche que le MR s'approprie le 1^{er} mai. Pascal Delwit est plus nuancé. "Le MR se l'approprie en travestissant un peu ce qu'est le 1^{er} mai historique. C'est-à-dire qu'il ne s'approprie pas la lutte du monde syndical et du monde socialiste à la fin du 19^e et au début du 20^eème pour la réduction de la charge horaire et pour l'amélioration des conditions salariales."

Les libéraux ont propagé l'idée que le monde du travail n'est pas uniquement défendu par les socialistes et que le MR peut aussi s'en revendiquer. "Je ne vois pas de caractère d'illégitimité à ce que des acteurs considèrent qu'ils peuvent faire du 1^{er} mai un moment de mobilisation sur un axe qui leur est propre", conclut le politologue. "On peut trouver un caractère légitime dans ce que fait le MR et on peut trouver un caractère légitime dans la contestation que portent les syndicats ou les mouvements socialistes sur ce que fait le MR."

Gauvain Dos Santos

Supprimer le congé du 1^{er} mai, un gain modeste

ÉCONOMIE

Les économistes estiment que la suppression d'un jour de congé pourrait augmenter le PIB de 0,1 % à 0,25 %.

A l'heure où les membres du gouvernement fédéral se tirent les cheveux pour ramener de l'argent dans les caisses de l'État, pourraient-ils envisager de supprimer le congé du 1^{er} mai ? En France, le très éphémère Premier ministre François Bayrou avait suggéré de supprimer deux jours de congé pour faire des économies. Le tollé qui avait suivi était tel que l'idée avait été rapidement abandonnée.

On estime le gain à 1,5 milliard d'euros de PIB.

■ Secteurs pénalisés

En Belgique, supprimer un jour de congé permettrait de réaliser quelques économies. "Si l'on travaille environ 200 jours par an, ajouter un jour de travail représente théoriquement une hausse de l'activité d'environ 0,5 % du PIB", calcule l'économiste Étienne de Callatay (Orcadia Asset). Cependant, l'effet serait plus limité, car une partie du travail supplémentaire aurait de toute façon été réalisée un autre jour. "On peut estimer un ordre de grandeur autour de 0,25 % du PIB, soit environ 1,5 milliard d'euros. Mais ce chiffre est brut : il ne tient pas compte des ajustements économiques."

Bruno Colmant estime que ça rapporterait entre 0,1 et 0,2 % du PIB par an, "c'est-à-dire quasiment rien". "D'autres activités seraient pénalisées, comme les restaurants, les fleuristes, les pâtisseries, les vendeurs de barbecue, le secteur touristique... les métiers qui sont favorisés par le jour de

congé seraient pénalisés". L'économiste craint que le gain ne soit pas à la hauteur de la perte subie. "Est-ce que le mécontentement social ne va pas dépasser l'avantage qu'on espère en tirer?"

"Il s'agirait plutôt d'une augmentation de la production et donc de la richesse globale, mais avec des gagnants et des perdants selon les secteurs et la manière dont cette richesse est redistribuée", poursuit Étienne de Callatay. Sur le papier, les travailleurs auraient potentiellement des salaires plus élevés, les employeurs une rentabilité plus importante et l'État des recettes fiscales et sociales supplémentaires. "Mais dans les faits, cela dépendrait des rapports de force sur le marché du travail et des choix politiques."

"Globalement, cela aurait un effet favorable sur le PIB et le budget, mais un jour supplémentaire n'est pas non plus une solution miracle", opine Gert Peersman, professeur d'économie à l'Université de Gand. Il faudrait voir si les travailleurs

effectueraient la même quantité de travail lors d'un jour supplémentaire. "On sait que les travailleurs compensent partiellement la réduction du temps de travail en étant plus productifs pendant les heures restantes. Ici, on peut s'attendre à l'effet inverse."

■ Quid du politique ?

Actuellement, aucun parti de la majorité ne semble disposé à aller dans ce sens. "J'y suis totalement opposé", nous répond Georges-Louis Bouchez, président du MR. "La Belgique fait déjà partie des pays européens avec le moins de jours de congé légaux et de jours fériés", nous répond la direction des Engagés. "Il nous semblerait dès lors injuste de pénaliser les travailleurs belges par rapport au reste de l'Europe."

"Non, nous sommes contre", insiste Sammy Mahdi, président du CD & V. "Notre parti a défendu et obtenu le système de crédit familial justement pour élargir le nombre de jours de congé parentaux. Il nous faut un bon équilibre entre travail et vie privée. Avec 500 000 malades de longue durée, il ne faut pas presser le citron des travailleurs encore un peu plus."

GDS



■ Le congé du 1^{er} mai est un jour important pour le monde politique et syndical. © JC GULLAUME

La plaine de jeux devra se passer du car communal

ECAUSSINNES

Une modification de la législation wallonne va pénaliser les enfants qui profitaient du car pour se rendre à la plaine de jeux.

La plaine de jeux d'Écaussinnes devra composer sans son traditionnel ramassage en car communal cet été. Un changement qui n'est pas passé inaperçu lors du dernier conseil communal, où les élus étaient invités à approuver le nouveau règlement. Dans les rangs de l'opposition, plusieurs voix se sont élevées pour dénoncer une décision aux conséquences bien concrètes

pour certaines familles.

Car jusqu'à l'an dernier encore, le bus communal assurait le transport des enfants vers les activités. Mais un resserrement du cadre légal en matière de transport de personnes est passé par là. Désormais, ce type de ramassage, considéré comme un transport "occasionnel", ne peut plus être assuré par une commune sans tomber dans l'illégalité. "Malheureuse-

ment, si nous maintenons ce service, nous violerions la loi. Nous en avons discuté avec nos chauffeurs qui seraient également exposés à l'infraction. C'est un risque que nous ne pouvons pas prendre", explique l'échevin en charge de la Jeunesse, Arnaud De Laever.

Dans l'opposition, l'inquiétude est palpable. Plusieurs conseillers redoutent que la fin du ramassage prive certains enfants d'un accès à la plaine. Toutes les familles ne disposent pas d'un véhicule ou de la flexibilité nécessaire pour assurer les trajets quotidiens. Pour certains,

c'est parfois la seule occasion de sortir et de se changer les idées pendant les vacances.

La situation est jugée d'autant plus préoccupante pour les jeunes du Gai Logis. Comme l'a rappelé le conseiller PS Dominique Faignart, tous ne quittent pas le foyer durant l'été. La plaine de jeux représente alors une véritable bouffée d'oxygène et un espace de socialisation essentiel.

Conscient des enjeux, l'échevin ne baisse pas les bras. Plusieurs pistes sont à l'étude: covoiturage entre parents, participation des

animateurs pour transporter certains enfants, voire organisation de trajets encadrés à vélo pour les plus autonomes. Du côté du Gai Logis, l'utilisation des camionnettes des éducateurs est également envisagée.

"On va en tout cas faire le maximum pour trouver des solutions et ne pas pénaliser les enfants qui ne pourraient pas se rendre à la plaine", promet Arnaud De Laever. Reste à voir si ces alternatives permettront de compenser la disparition d'un service qui, jusqu'ici, facilitait largement l'accès aux activités estivales.

Grégoire Lallieu



GLB veut supprimer les petites gares : « C'est d'un ridicule sans nom ! »

La proposition formulée par Georges-Louis Bouchez (MR) de supprimer les petites gares suscite de vives réactions dans la région du Centre. Plusieurs bourgmestres dénoncent une mesure qu'ils jugent contraire aux besoins de mobilité. « Si on veut vraiment tuer le transport public, il ne ferait pas mieux », souligne ainsi Jacques Gobert (PS).

AUDREY CADOR

La proposition de supprimer les petites gares ne passe pas à La Louvière. Le bourgmestre Jacques Gobert (PS) dénonce une mesure qu'il juge totalement à contre-courant des enjeux actuels de mobilité.

« AU CONTRAIRE, ON VEUT RÉACTIVER DEUX GARES »

« Hélas, chez nous, le mal est déjà fait », soupire le maire. « Nous n'avons plus que les deux grandes gares de La Louvière, Centre et Sud, et un point d'arrêt à Strépy-Bracquegnies. C'est tout ce qu'il nous reste dans une ville de quatre-vingt mille habitants. » Jacques Gobert s'interroge dès lors sur l'objectif de cette proposition : « Je ne sais pas ce que Georges-Louis Bouchez veut de plus... Si on veut vraiment tuer le transport public, on ne ferait pas mieux ».

Pour le socialiste, le contexte actuel impose une direction opposée. « À l'heure où on veut promouvoir l'utilisation du transport public, avec le

coût de l'énergie et les problèmes de mobilité, il faut faire exactement l'inverse » clame-t-il. « Je revendique qu'on revienne à la réactivation des plus petites gares. » Il cite notamment les anciens arrêts de Haine-Saint-Pierre et de Bois-du-Luc. « Il y avait un point d'arrêt à Haine-Saint-Pierre, il a été supprimé. À Bois-du-Luc aussi. Nous en réclamons de réactiver les deux, notamment pour la dimension touristique du site de Bois-du-Luc » explique le bourgmestre. Jacques Gobert précise toutefois être conscient des contraintes du réseau. « Nous savons bien qu'il y a des grandes lignes et que nous ne pouvons pas faire circuler un omnibus partout, mais nous, on revendique ces arrêts pour les trains locaux ! » déclare-t-il.

Le maire de La Louvière indique avoir porté cette position récemment. « Nous avons rencontré le ministre Jean-Luc Crucke à travers la Communauté Urbaine du Centre, et nous avons défendu cette idée de réactiver des points d'ar-



J. Gobert, J.-Ch. Deneufbourg et S. Deschamps sont farouchement opposés à cette idée ! © D.C.

rêt », explique le socialiste. Pour lui, supprimer des gares va à l'encontre des besoins actuels. « Si nous ne favorisons pas le transport public, les gens n'auront pas d'autre alternative que d'utiliser la voiture, avec les conséquences en termes de mobilité, de pollution et de coût » s'exclame le bourgmestre. Et il conclut sans détour : « C'est d'un ridicule sans nom. »

« JE SUIS TOTALEMENT OPPOSÉ »

globale. « C'est une manière d'inciter les gens à les utiliser afin de décharger les routes. Il y a déjà énormément de voitures » précise Sébastien Deschamps.

Le bourgmestre souligne enfin l'importance pour les navetteurs. « Nous avons un tas de citoyens qui vont d'Écaussinnes vers Bruxelles travailler. Notre gare est facile pour eux. Une suppression compliquerait leur quotidien. Cela les obligerait à se rendre à Braine-le-Comte », conclut le

sur la mobilité. « Cela risque d'augmenter le charroi de voitures alors que nous sommes déjà en saturation aux heures de pointe », déclare le socialiste. « C'est déjà compliqué actuellement de circuler en voiture à certains endroits, notamment vers La Louvière. »

Le bourgmestre juge la proposition de Georges-Louis Bouchez « incohérente ». Il défend au contraire un renforcement de l'offre. « Nous avons proposé d'augmenter le nombre de lignes, notamment vers

À Écaussinnes, le bourgmestre Sébastien Deschamps (Ensemble) partage cette opposition. « Cela me ferait bondir d'apprendre qu'on voudrait supprimer la gare d'Écaussinnes », réagit-il. « J'y suis totalement opposé, parce que c'est important, même dans les petites communes, d'avoir des gares. »

Le maieur insiste sur l'impact social. « Il y a des personnes qui se déplacent uniquement en transports en commun » rappelle-t-il, « On perdrait également le lien avec le village. » Pour lui, ces infrastructures contribuent aussi à la mobilité

maieur.

« UNE CENTAINE DE NAVETTEURS PAR JOUR »

Même son de cloche à Morlanwelz. « La gare compte à peu près 600 navetteurs par semaine, soit une bonne centaine par jour. Elle a toute son importance », explique le bourgmestre Jean-Charles Deneufbourg (PS). Il insiste sur le rôle de relais de cette gare. « C'est un lien vers des gares plus importantes comme La Louvière ou Charleroi » précise le maieur.

Pour lui, une suppression aurait des conséquences directes

Bruxelles » Un projet difficile à concrétiser en raison de contraintes techniques mais qui reste une priorité locale. Jean-Charles Deneufbourg insiste sur la nécessité de favoriser les alternatives à la voiture. « Nous essayons de développer la mobilité et la mobilité douce » explique le socialiste. « À Morlanwelz, nous avons remarqué qu'il manquait des abris à vélos. Les gens viennent à la gare à vélo puis prennent le train. » Un système qui contribue, selon lui, à désengorger les axes principaux, notamment vers Bruxelles. ■

BRAINE Ô SPORTS ASSURERA LA GESTION DU PLAN INCLINÉ DE RONQUIÈRES

La Régie Communale Autonome Braine Ô Sports verra ses missions fortement élargies à Braine-le-Comte : elle se voit attribuer la gestion du Plan incliné de Ronquières et de plusieurs infrastructures liées au site. Explications.

CEDRIC LOBELLE

La RCA Braine Ô Sports ne s'occupera plus seulement de la gestion d'infrastructures sportives à Braine-le-Comte. Le conseil communal a approuvé lundi dernier l'élargissement de son objet social afin de lui permettre de gérer aussi des infrastructures touristiques, culturelles, créatives, Horeca ou événementielles, en premier lieu au Plan Incliné de Ronquières. Ce sera au nom de la ville, qui en a récupéré la gestion suite au retrait de la province de Hainaut. L'objectif : confier à la RCA la relance touristique du Plan incliné de Ronquières et de ses abords.

« TROUVER DES SOLUTIONS AUDACIEUSES »

La Ville dispose de conventions de concession conclues avec le SPW pour le site du Plan incliné, mais aussi pour le pavillon d'accueil et le parking de la rue Rosemont, qui accueilleront un établissement Horeca et la future aire de motorhomes. Ces biens seront sous-concédés à Braine Ô Sports.

Pour Maxime Daye (BRAINE), le choix de la RCA s'explique par sa souplesse administrative, mais

aussi par son intérêt fiscal. « La régie communale autonome, de par sa souplesse de gestion et surtout de par son cadre fiscal, est probablement l'outil le plus intéressant », a défendu le bourgmestre. « Pour la future aire de motorhomes, par exemple, un investissement estimé à 400.000 € coûterait moins cher via la RCA grâce à la TVA récupérable. Quand les deniers communaux sont à ce point exsangues, on essaie de trouver des solutions audacieuses ».

L'opposition PS-Ecolo n'a pas contesté la relance du Plan incliné. C'est la méthode qui a concentré les critiques. Anne-Françoise Petit Jean (Ecolo) a notamment estimé que ces nouvelles missions relevaient plutôt des services communaux existant de l'office du tourisme, du centre culturel. « Pourquoi remettre tout ça sur le dos d'une régie communale qui était à la base dédiée à la gestion des infrastructures sportives ? », a-t-elle demandé. « Au minimum, l'information aurait dû être communiquée au CA. Nous craignons aussi une sur-

charge de travail pour la RCA » Le président du conseil, Pierre-André Damas (Ensemble), a répondu sur le fonctionnement particulier d'une régie communale autonome : « Contrairement à d'autres structures paracomunales, la RCA reçoit ses missions de la Ville, qui l'a créée. C'est la Ville qui lui donne les missions ».

Maxime Daye a aussi défendu le calendrier. Selon lui, la dernière convention avec le SPW n'a été signée que le 27 février par le ministre compétent (François Desquesnes, Les Engagés), avant une entrée en vigueur le 1er avril. « Nous voulons presser le pas, car il y a notamment déjà des candidats pour occuper le pavillon horeca du parking des bateaux-



Le parking de la rue Rosemont, future aire pour motorhomes. © D.C.

mouches, rue Rosemont. On a une volonté de voir Ronquières se développer au plus vite », a-t-il insisté.

La modification des statuts de la RCA et la sous-concession du Plan incliné (qui doit encore recevoir l'aval du SPW) ont été approuvées par la majorité Braine-Ensemble contre l'opposition PS-Ecolo.

MAXIME DAYE REVIENT À LA RCA

La RCA a aussi fait l'objet de points consacrés au plan d'entreprise 2026 et à la modification de ses organes. Après la démission de Christophe Houssiau, ancien échevin des Sports, la majorité a proposé de le remplacer par Maxime Daye au sein du CA et du bureau exécutif en tant que directeur.

Ecolo a voté contre. Bas-

tien Gonzalez Vanhespen a rappelé qu'Ecolo demandait plutôt au bourgmestre, après son inculpation judiciaire, « de réduire ses compétences pas d'en ajouter une qui n'est absolument pas requise par la loi ».

Olivier Fiévez (PS) a aussi soulevé la question du nom. « Braine Ô Sports ne commence plus vraiment à avoir de sens au vu de l'étendue des missions. On pourrait la rebaptiser Braine Infrastructures », a-t-il lancé. Pierre-André Damas a toutefois rappelé que le point ne porte pas sur la dénomination de la structure. ■



« Nous voulons presser le pas. On a une volonté de voir Ronquières se développer au plus vite »

Maxime Daye (BRAINE)
BOURGMESTRE

Améliorer la sécurité grâce aux PLP : la proposition du MR-CI fait l'unanimité

Le conseil communal de Binche a approuvé à l'unanimité la mise en place de Partenariats locaux de prévention (PLP) sous la forme de test préalable. Une proposition portée par le conseiller d'opposition MR-CI Jean Gigounon. Fait notable, le point a été voté à l'unanimité, après ajout d'un amendement du PS.

MARTINE PAUWELS

Les PLP reposent sur une collaboration et un échange d'informations entre citoyens, police locale et autorités communales, dans le but d'améliorer la sécurité au sein de quartiers déterminés.

Concrètement, il s'agit d'aider la police en s'appuyant sur la participation citoyenne. Les habitants volontaires d'un quartier s'inscrivent dans le dispositif, signent une charte qu'ils s'engagent à respecter et désignent un coordinateur, en lien direct avec un policier référent. Ce cadre permet de communiquer des informations utiles – par exemple en cas de cambriolages, d'incivilités – et d'encourager les citoyens à signaler rapidement des faits suspects, via un canal structuré et encadré.

« En Belgique, plus de 1.500 PLP ont déjà été créés » commente Jean Gigounon. « Ces partenariats connaissent un essor important. Des communes comme Estinnes ou Manage expérimentent déjà

ce dispositif, qui peut être décliné à l'échelle d'un ou plusieurs quartiers d'une entité » précise le conseiller MR-CI, porteur de ce point lors du dernier conseil communal. « Notre demande, c'est de pouvoir tester ce système à



« La majorité PS souhaite que le choix du quartier test incombe à la police, ce que nous approuvons »

Jean Gigounon
CONSEILLER MR-CI

Binche afin de voir s'il peut s'avérer pertinent pour l'amélioration de la sécurité. L'objectif est multiple : réduire la criminalité de proximité,

améliorer le sentiment de sécurité, renforcer la cohésion sociale et favoriser un contrôle social informel entre voisins. Il s'agit aussi de conscientiser les habitants sur les méfaits des réseaux sociaux, quand ils se font l'écho de publications non vérifiées pouvant générer de l'anxiété. Le PLP propose un canal de communication balisé par les autorités et par une charte de bons comportements. »

À Binche, le conseil communal a validé le principe à l'unanimité. « Le PS a néanmoins posé un amendement ; la majorité souhaite en effet que le choix du quartier test soit laissé à l'appréciation pertinente de la police, ce que notre groupe valide lui aussi » déclare le jeune conseiller libéral.

« IL NE S'AGIT PAS D'ENCOURAGER LA DÉLATION »

« L'idée est de tester le dispositif pendant un an avant d'envisager un éventuel élargissement à d'autres quartiers. J'ajoute que le système repose sur une base volontaire et



© iStock

reste strictement encadré. Il ne s'agit en aucun cas d'encourager des pratiques de surveillance entre voisins ou de « délation », mais bien de structurer et canaliser des échanges d'informations utiles, directement liées à la sécurité publique. Le bourgmestre, en tant que chef de la police, conserve par ailleurs la possibilité de mettre fin au dispositif si nécessaire, à n'importe quel moment et à révoquer tel ou tel partenaire qui ne respecterait pas la charte. » Jean Gigounon assure en outre que ce système s'avère

peu coûteux pour les finances communales « car reposant essentiellement sur l'implication des habitants. Les PLP constituent en outre un outil de prévention à fort potentiel. »

Des explications qui ont semble-t-il convaincu. « Nous suivrons l'évolution de ce point conditionné à la désignation d'un quartier test par la police. Si celle-ci ne déterminait aucune zone, estimant qu'un PLP n'est au final par nécessaire, nous reviendrions avec nos questions au sein du conseil de police. » ■

Malade jusqu'à l'âge de la retraite : le Hainaut arrive largement en tête

C'est aussi la seule province où l'espérance de vie n'atteint pas 80 ans. Un peu moins de 50.000 Hennuyers se retrouvent ainsi, en théorie, reconnus « invalides à vie ».



DIDIER SWYSEN

Journaliste

Nous avons évoqué dernièrement les contrôles que l'Inami mène auprès de malades de longue durée, dont certains étaient reconnus invalides jusqu'à l'âge de la pension. L'Inami avait constaté que seulement 16,7% des plus de 750 dossiers réévalués avaient vu confirmée l'invalidité à vie. Plus d'une personne sur deux avait vu son « invalidité à vie » raccourci et pour plus d'une sur quatre, elle avait été supprimée.

37% ONT PLUS DE 60 ANS

Il s'agit, cette fois, de données que le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Frank Vandembroucke (Vooruit), a transmises à la députée Eva Demesmaeker (N-VA). On y trouve, entre autres, les statistiques des malades de longue durée par province, y compris ceux qui bénéficient d'une invalidité reconnue « à vie ». Les chiffres, arrêtés à la fin de 2024, concernent 243.043 invalides (pas loin de la moitié des cas) jusqu'à la pension et 271.508 autres malades qui l'étaient au moins depuis un an.

Près de 37% du groupe déclaré « en incapacité de travail à vie » ont plus de 60

ans... Mais 15% ont moins de 50 ans. Les pathologies le plus souvent rencontrées sont les troubles mentaux, ce qui englobe les dépres-



« J'ai lancé une réforme profonde et nécessaire qui fera en sorte que l'incapacité de travail jusqu'à la retraite ne soit possible que pour les maladies graves (cancer en phase terminale, démence...) »

Frank Vandembroucke
MINISTRE DE LA SANTÉ

sions ou les burn-out. Quasi à égalité avec les malades présentant des problèmes musculaires, articulaires ou nerveux.

Si l'on rapporte ces chiffres à la population, c'est le Hainaut qui connaît, de très loin, la plus grande proportion d'invalides jusqu'à la pension : 36 par 1.000 habitants (Plus de 49.000 inva-

lides en 2024, entre 4.000 et 5.000 de moins que les années précédentes). Liège suit avec 23 invalides par 1.000 habitants, juste devant Namur (22), le Limbourg (21) et la Flandre-Occidentale (19). Les autres provinces affichent des taux oscillant entre 15 et 18 invalides par 1.000 habitants (16 à Bruxelles, par exemple). La moyenne nationale avoisine les 20.

MOINS BONNE SANTÉ GÉNÉRALE

Si l'on se focalise sur les malades de longue durée qui n'ont pas cette reconnaissance « à vie », les résultats sont sensiblement équivalents : 29 (pour 1.000 habitants) dans le Hainaut, 26 à Liège et dans le Limbourg, 25 dans le Namurois, 22 en Flandre-Orientale et 21 à Bruxelles. Là, c'est en Province de Luxembourg que l'on en rencontre le moins (18 par 1.000 habitants). Moyenne nationale : 24.

À quoi attribuer ces statistiques hennuyères assez spectaculaires ? Ce serait dû à une combinaison de facteurs socio-économiques : un tissu industriel lourd (ouvriers), des conditions de travail pé-

nibles, une population vieillissante, un taux de chômage plus élevé et une précarité socio-économique importante, le tout souvent corrélé à une moins bonne santé générale. « Il y a de fortes différences d'espérance de vie entre les provinces », note Statbel, l'Office national des statistiques. Pour la période 2022-2024, « seule la province de Hainaut ne dépassait pas la barre des 80 ans (79,6 ans) », relate-t-il.

INCAPACITÉ LIMITÉE

Selon l'Inami, l'invalidité n'est, en théorie, jamais définitive et peut toujours être réévaluée par un médecin-conseil. La preuve avec les contrôles rappelés en début d'article. « J'ai pris l'initiative, en plus de l'accord de coalition existant, de lancer une réforme profonde et nécessaire qui fera en sorte que l'in-

INVALIDES À VIE,
MOYENNE PAR
1.000 HABITANTS

Province	Moyenne
Hainaut	36
Liège	23
Namur	22
Limbourg	21
Flandre-Occidentale	19

• Les autres provinces oscillent entre **15 et 18**
• Moyenne nationale : **20**

SUDINFO

capacité de travail jusqu'à la retraite ne soit possible que pour les personnes souffrant d'affections graves comme un cancer en phase terminal ou une démence », indiquait, le ministre Vandembroucke, dans une interview donnée il y a un an à « L'Écho ».

On sait que plusieurs vagues de mesures ont été lancées pour réduire le nombre de malades de longue durée. Les caisses d'assurance maladie ont, par exemple, été invitées à examiner en priorité si certaines des personnes déclarées inaptes au travail jusqu'à la retraite au cours des quinze dernières années peuvent retrouver le chemin de l'emploi. ■



SOIGNIES LAISSE S'ÉCHAPPER LE TITRE À LA DERNIÈRE JOURNÉE

NÉCHIN 2
SOIGNIES 0

Les buts : 68e Deconinck, 85e Babela.

Néchin : Carnoy, Ba, Lecoustre (64e Flamant), Allard, Décarpentrie, Tingjya, Deconinck, Camere, Marquette (88e Schembri), Vanleynsele (62e Babela), Calon.

Soignies : Janssens, Desmecht, Michiels, Valcke, De Vuyst, Dubois (78e Labrun), Pailot, Piret, Soggour, Bouillet, Mukendi (73e Mszanecky).

Cartes jaunes : Allard, Pailot, Vanleynsele, Soggour.

Arbitre : M. Rooms.

GEOFFREY LEROY

De nombreux supporters sonégiens avaient fait le déplacement en Wallonie Picarde afin de soutenir leurs couleurs qui pouvaient remporter le championnat en cas de résultat positif ce dimanche après-midi. La partie démarrait sur un gros rythme et les hommes de Sébastien Wouters montraient directement à leur hôte qu'ils ne venaient pas faire de la figuration.

Les occasions s'enchaînaient pour Soignies mais le ballon ne rentrait pas dans les filets néchinois. Sean Dubois décochait

même une frappe surpuissante qui allait s'écraser sur la transversale locale. Les minutes passaient et Soignies n'y arrivait pas, le score restait vierge à la pause.

Sébastien Wouters, le T1 sonégien, était forcément déçu de la tournure des événements : « On a fait le match qu'il fallait, on a formé un sacré bloc, on a gagné un paquet de duels, on s'est projeté rapidement vers l'avant, on leur a fait mal mais on ne

concrétise pas nos occasions et forcément, ça commence à cogiter dans la tête des joueurs ».

« ON DOIT SE CONCENTRER SUR LE TOUR FINAL »

La seconde reprenait sur un gros tempo des visiteurs mais au fil du temps, Soignies laissait des espaces afin de se porter vers le but néchinois et l'équipe locale en profitait quand Deconinck allait ouvrir la marque à la 68e.

Les Blanc et Noir accusaient le coup mais ne baissaient pas la tête, mais c'était encore Néchin qui réalisait la bonne action à

la 85e par Babela qui faisait 2-0. La messe était dite.

Sébastien Delferière, le manager général des Carriers, accusait le coup mais restait fair-play : « Nous n'avons pas réussi à concrétiser nos actions et Néchin a bien profité de nos espaces, chapeau à eux. Maintenant, on doit se concentrer sur le tour final ».

Remi Keromest, le coach de Néchin, était très satisfait de la prestation de ses joueurs : « On savait que Soignies était une très belle équipe mais malheureusement pour eux, nous avons encore

quelque chose à gagner et on a fait le travail. Nous les recroiserons au tour final et ce sera encore une rencontre qualitative ».

Pour conclure, Sébastien Wouters regardait vers l'avant : « Nous avons eu des occasions gigantesques dans ce match, les gars ont tout donné et je n'ai rien à leur reprocher. Le plus difficile maintenant, c'est de tourner le bouton malgré l'immense déception. Nous devons aborder le tour final de la meilleure manière possible et je suis persuadé qu'une victoire nous fera retrouver un élan positif. » ■

Soignies B devra passer par les barrages

Soignies B pensait avoir fait le plus dur, mais Givry a finalement retourné la situation au moment où personne n'y croyait plus. Les Carriers devront passer par les barrages pour se maintenir en P3.

SOIGNIES B 1

GIVRY 2

Les buts : 89e Feron (1-0), 90e+2 Sow (1-1), 90+8e (1-2).

Soignies : Claus, Michel, Da Costa, Szymborski, Giordano (65e Borgers), Aboes, Del Bianco (46e Taelmans), J. Nool, Bakija (80e Feron), Amatulli, Decoman.

Givry : Hubert, De Fuisseaux, Bertrand, Centorame (46e Godart), Dufresne, Busiau, Louis, Durieu, Andal, Huzart (72e Veiral), Piret (72e Sow).

Cartes jaunes : Busiau, Durieu, Piret, Da Costa, Louis, Michel, Sow, Feron.

Arbitre : M. Vozaru.

NICOLAS BACO

Soignies B savait à quoi s'attendre au moment de recevoir Givry. « Toute l'équipe savait que la victoire était obligatoire parce que nous étions au courant du forfait de Goutroux. La semaine dernière, cette équipe avait dit qu'elle ne se déplacerait pas à Saint-Symphorien si le maintien était assuré. Goutroux avait même proposé un arrangement contre nous, mais ce n'est pas notre façon d'imaginer le football », explique Diego Amatulli,

capitaine de Soignies B.

Finalement, la rencontre s'est décantée dans les toutes dernières minutes. « Nous avons fait un très bon match, en étant conquérant et avec une superbe mentalité. Nous faisons la différence alors qu'il ne reste plus qu'une petite minute à jouer et tout le monde pense que le plus dur est fait. Malheureusement, nous avons fait des erreurs dans l'euphorie et le stress, ce qui a permis à Givry de revenir au score. Nous avons ensuite mis tout le monde devant et l'adversaire a marqué un deuxième but en contre-attaque. Il y a beaucoup de déception parce que nous avons fait une très bonne prestation », analyse Diego Amatulli.

SUR LE GONG

De l'autre côté, Givry valide sa place pour le tour



La saison de Soignies B n'est pas terminée. © C.F.

final au terme d'un dénouement épique. « C'était très clairement le match le plus compliqué

de cette fin de saison, face à une équipe qui avait une grande envie. Le match était assez équilibré, mais

je trouve que nous avons eu les meilleures occasions. On tire sur le poteau et Soignies fait 1-0 sur le contre. Malgré ce scénario, les gars n'ont rien lâché et ils ont été cherchés cette victoire avec les tripes durant les arrêts de jeu. Cette victoire, c'est vraiment la cerise sur le gâteau », jubile Toni Casto, entraîneur de Givry. Diego Amatulli et les siens vont quant à eux devoir se concentrer sur les barrages. « Il y a de la déception parce que nous sommes passés tout proche du maintien, mais cette rencontre doit servir pour les échéances qui arrivent. Nous avons montré un superbe visage. Si nous jouons les prochains matches de la même manière, nous n'aurons aucun problème pour le maintien », conclut le capitaine de Soignies B. ■

LA JS SOIGNIES EST SACRÉE CHAMPIONNE

Soignies a (enfin) achevé le travail, ce samedi à l'occasion de la réception de la Fraternité. Mais de l'aveu du coach, qui partira pour d'autres défis la saison, l'effectif actuel devra se renforcer pour répondre aux exigences de la P2.

JS SOIGNIES 99
CB ROYALE FRATERNITÉ 59
 01 : 29-18, 24-19, 24-10, 22-12.
JS SOIGNIES : Hollernaert 6, Lefranq 35, Lefebvre 8, Devits 6, Liemans 4, Hallet 2, Leblon 0, Laurent 0, Buy 16, Vreux 13, Gondry 9.

DOMINIQUE NUYDT

Les Sonégiens ont livré samedi soir un dernier match de toute beauté pour finalement s'imposer de 40 points contre La Royale Fraternité. Cette victoire leur permet de décro-

cher le titre en P3B et de retrouver la P2, un an à peine après avoir été rétrogradé. Adrian Lefranq, fidèle serviteur du club, a été un des joueurs les plus en vue de cette rencontre en prenant 35 points à son actif. « Il a livré un tout grand match, à l'image de ce qu'il a montré toute la saison », souligne le coach de Soignies, Grégory Destrebecq.

« L'ÉQUIPE DEVRA SE RENFORCER »

Auréolé de son titre, il partira sous d'autres cieux car il entrainera les U21 AWBB de Quaregnon et les U14 AWBB de Colfontaine la prochaine saison : « La fin de championnat avait été compliquée avec nos défaites à Mons et à Wasmuel, mais heureusement, nous n'avons pas tremblé lors de nos deux derniers matches à domicile. Je retiendrai de mon passage à Soignies que c'est un chouette club avec des



Les Sonégiens de Grégory Destrebecq sont champions ! © C.F.

dirigeants et des gens sympas. Je me suis notamment lié d'amitié avec le coach de la P4. Je pense que l'équipe devra

se renforcer pour bien figurer en P2, mais je suppose que les dirigeants ont déjà œuvré en ce sens. L'effectif actuel au-

rait du mal à se maintenir en P2, mais avec quelques renforts, cela ne devrait pas poser de problèmes », conclut-il. ■



Nos photos et vidéos du match du titre sont sur sudinfo.be (Centre, sport)



cher le titre en P3B et de retrouver la P2, un an à peine après avoir été rétrogradé. Adrian Lefranq, fidèle serviteur

LE SOIR

Cancer : la Belgique doit se préparer à 44 nouveaux diagnostics supplémentaires par jour d'ici 2035

ANNE-SOPHIE LEURQUIN

La Belgique devrait enregistrer près de 93.000 nouveaux diagnostics de cancer en 2035, selon les projections que le Registre du cancer (BCR) dévoile ce lundi en exclusivité au *Soir*. C'est environ 16.000 de plus que le dernier recensement en date de 2023, où un peu plus de 77.000 cas de cancer avaient été répertoriés. Soit une augmentation de 21 % en douze ans, avec 44 diagnostics supplémentaires par jour. Le Registre prévoit qu'elle sera plus marquée chez les hommes (+24 %) que chez les femmes (+16 %).

Pour impressionnante qu'elle soit, cette progression – continue depuis les premiers recensements du BCR – ne traduit pourtant pas une explosion du risque individuel de développer un cancer. Les analyses du Registre du cancer montrent au contraire que celui-ci n'augmenterait que très légèrement, de l'ordre de 3 % dans les dix prochaines années.

L'augmentation attendue tient à un phénomène mécanique : la population augmente et vieillit. Or le cancer reste étroitement lié à l'âge. « Il faut faire la différence entre le nombre de cancers et le risque d'avoir un cancer », insiste Julie Francart, directrice adjointe du Registre du cancer. « Même si le risque reste le même, on va voir plus de cas, simplement parce qu'il y aura davantage de personnes âgées », explique-t-elle.

C'est l'une des missions du Registre : cartographier les diagnostics de cancers en Belgique en les croisant avec les données démographiques pour mieux comprendre l'évolution de la maladie et permettre aux politiques d'anticiper l'avenir en adaptant le système de santé en conséquence. « Il faut avoir les infrastructures pour soigner ces personnes atteintes de cancer, mais aussi pour le suivi à long terme », souligne encore Julie Francart.

Avancées en immunothérapie

Car le cancer s'apparente de plus en plus à une maladie chronique, avec laquelle on vit. Les progrès de la médecine permettent aujourd'hui une survie à cinq ans pour 70 % des cancers en Belgique, selon les chiffres du Registre, grâce notamment aux avancées en immunothérapie, aux thérapies ciblées et à un dépistage précoce plus performant. Si les progrès thérapeutiques améliorent la survie, ils prolongent aussi de facto les besoins d'accompagnement et de suivi. Outre le besoin d'infrastructures adaptées, le soutien à la recherche clinique et fondamentale est également crucial pour l'avenir.

Au-delà de ces tendances générales se dessinent des évolutions contrastées selon les types de cancer. Si une augmentation du nombre de diagnostics est attendue d'ici une dizaine d'années pour la quasi-totalité des types de cancer, ceux de l'ovaire et de l'estomac feraient exception à ces courbes haussières. Pour le cancer de l'ovaire, plusieurs hypothèses sont avancées : l'effet protecteur de la pilule contraceptive, largement documenté par la communauté scientifique, l'ablation préventive des ovaires chez les femmes présentant une prédisposition héréditaire, mais aussi le retrait plus fréquent des trompes de Fallope, siège de nombreux cancers, lors d'une hystérectomie (ablation de l'utérus). Quant au cancer de l'estomac, la stabilisation des cas pourrait tenir à une meilleure prise en charge des infections à *Helicobacter pylori*, une bactérie qui infecte la muqueuse gastrique et constitue un facteur de risque connu de ce cancer.

A l'inverse, certaines hausses atten-

Selon les projections du Registre du cancer, les diagnostics devraient augmenter de 21 % d'ici 2035. Une hausse liée avant tout à la croissance et au vieillissement de la population, qui pose la question de la prise en charge et du suivi des patients.

dues sont particulièrement marquées, notamment pour le cancer du foie (+53 %), le cancer du pancréas (+49 %) et les mélanomes cutanés (+63 %). Ces évolutions reflètent à la fois des facteurs de risque liés aux modes de vie (tabac, alcool, alimentation, exposition aux UV) et, dans certains cas, une amélioration du dépistage et du diagnostic.

Pour établir ces projections, le Registre du cancer se base sur vingt années de données nationales, de 2004 à 2023, que ses chercheurs ont croisées avec les projections démographiques de Statbel et du Bureau fédéral du Plan. Leurs modèles statistiques sont construits par sexe et par tranches d'âge, afin de tenir compte du fait que le risque de cancer varie fortement au cours de la vie. « On part des observations du passé et on estime que ces tendances se poursuivent dans les années futures », résume Julie Francart.

Le modèle projette ensuite ces taux d'incidence sur la population attendue en 2035. C'est cette combinaison entre risque estimé et évolution démographique qui permet d'aboutir au nombre de diagnostics projetés. Ces chiffres doivent toutefois être lus pour ce qu'ils sont : une extrapolation. La méthode suppose en effet que les tendances observées entre 2004 et 2023 se prolongent jusqu'en 2035. Elle ne peut donc pas intégrer à l'avance l'effet d'un nouveau programme de dépistage, d'une politique de prévention, d'une évolution brutale des comportements ou d'un progrès thérapeutique majeur. « Nos projections ne tiennent pas compte d'actions qui pourraient encore venir », insiste Julie Francart. Elles décrivent un scénario à tendances constantes, au vu de l'évolution de la taille de la population et de la pyramide des âges, mais ne constituent pas pour autant une boule de cristal.

La Libre BELGIQUE

Votre bibliothèque déborde ? Certains livres peuvent changer une vie. Participez à la collecte dans tout le pays

Et si vos livres pouvaient changer des vies ? On n'en lit jamais assez... mais certains ouvrages prennent la poussière. Plutôt que de les laisser dormir, pourquoi ne pas leur offrir une seconde vie ?

Bibliothèques Sans Frontières a lancé il y a quelques jours, pour la première fois en Belgique, une grande collecte de livres en partenariat avec la Fnac. Le principe est simple : déposez vos livres en bon état dans l'un des magasins du pays. Ils sont situés à Bruxelles (City 2, Toison d'Or, Shopping de Woluwe), Charleroi (Ville 2) Liège (Galeries Saint-Lambert), Louvain-la-Neuve, Anvers (Meir), Wijnegem, Bruges, Gand et Alost. L'intérêt de la lecture, facteur d'émancipation, n'est plus à démontrer. Les smartphones ont leur place dans la vie, mais une récente enquête française a démontré qu'un enfant qui passait une heure à faire défiler des images et vidéos était incapable de lire après cette occupation. Les écrans tuent le goût de la lecture chez les jeunes.

Alors que la lecture reste un levier essentiel d'émancipation, les inégalités persistent : *"Un adolescent qui n'a pas de livres chez lui a 30 % de chances en moins d'atteindre un niveau de base en lecture et en mathématiques. Ce n'est pas une question de talent, c'est une question d'accès. Chaque livre collecté, c'est une chance concrète redonnée à un jeune"*, explique Dimitri Verboomen, directeur de Bibliothèques Sans Frontières Belgique. Installée en France depuis 2013, où elle collecte en moyenne 300 000 livres par an, l'initiative est désormais en cours en Belgique jusqu'au 12 mai prochain. Ces livres seront redistribués là où ils sont le plus utiles, au profit des initiatives portées par BSF. Trois en particulier. **Les Tout-Petits Lecteurs** : un programme dédié aux enfants de moins de 6 ans vivant dans



Une enquête démontre qu'un enfant qui passe une heure sur écran est incapable de lire après cette occupation.

des structures d'accueil spécialisées. À travers la création d'espaces de lecture adaptés et des moments partagés autour des livres, il favorise l'éveil, le langage et le développement des sens.

Les Projets Victor : des initiatives destinées aux 12-15 ans pour promouvoir la lecture et la littérature belge francophone, à l'initiative du Fonds Victor. Parmi les actions : le Prix Première Victor du livre jeunesse, auquel ont participé près de 5000 jeunes cette année, mais aussi des lectures à voix haute dans les écoles et des rencontres avec des auteurs.

La création de microbibliothèques : une partie des ouvrages permettra de créer ou d'enrichir des bibliothèques au sein d'associations

et d'organisations partout en Belgique. Les livres non utilisés directement seront valorisés via l'entreprise sociale Solibri, permettant de financer de nouvelles actions en faveur de la lecture en Belgique. Quels livres donner ?

Tous les genres, pour tous les âges, dans toutes les langues, en bon état, à l'exception des manuels scolaires, dictionnaires, encyclopédies, magazines et guides de voyage. L'initiative sera également portée par Jérôme Poncin, comédien et auteur jeunesse, qui s'engage comme ambassadeur de cette opération solidaire. Plus d'infos : www.biblio-sansfrontieres.be/la-tres-grande-collecte-de-livres-de-bsf-belgique/.